

commence à s'impatienter

« C'est la misère »

JOX, employé gréviste chez Fabio Lucci

ILS SONT ARRIVÉS au petit matin, dès 6 heures, avec leurs drapeaux et leurs chaussettes fluo. Bonnets et gants de rigueur pour se protéger du froid, la petite trentaine de salariés grévistes est à pied d'œuvre vendredi matin pour bloquer l'entrée du siège social de la chaîne de vêtements à bas prix Fabio Lucci à Pantin (Seine-Saint-Denis). Ce jour-là, quatre entrepôts au total sont paralysés, à Pantin et à Argenteuil (Val-d'Oise), avancent les syndicats CGT et CFDT. Ce week-end, le conflit s'est étendu aux sites de Bobigny et de Belleville, empêchant la livraison des magasins Tati. Ces manutentionnaires, caristes, chefs de quai ont stoppé le travail, pour certains depuis mercredi. « Notre priorité, c'est une augmentation de salaire de 10 %, un 13^e mois et des tickets restaurant », explique Souraya Chelbi, représentante CFDT, qui estime que les négociations avec la direction sont « au point mort ». « On nous a juste proposé d'avancer les négociations annuelles sur les salaires, elles auront lieu en mars et non en juin 2008. Cela ne rime à rien », déplore la militante. De son côté, la direction de Fabio Lucci n'a pas répondu à nos questions.

« Certains n'ont même pas assez pour se payer un kebab le midi »

Essentielle pour les grévistes, la question des revenus éclipsé même celles des conditions de travail. Ici, les employés ne roulent pas sur l'or et les avances sur salaire sont monnaie courante. Jean Michelet, la quarantaine, est responsable du dépôt mariage avec six personnes sous ses ordres. Après huit ans d'ancienneté, il doit se contenter de 1 150 € net chaque mois. Avec six enfants et un loyer de 700 €, sa paie est vite avalée. « Elle tombe le 5 et le 10 je suis obligé de demander un acompte sur le mois suivant. C'est très, très diffi-



PANTIN (SEINE-SAINT-DENIS), VENDREDI. Des salariés grévistes bloquent l'entrée du siège social de la chaîne de vêtements à bas prix Fabio Lucci. (LP/M.C.)

cile de vivre avec si peu. Heureusement, ma femme a un petit boulot, sinon non n'y arriverait pas », confie le grand gaillard. Jox, lui, a dû contracter un prêt auprès de sa banque pour pouvoir faire manger ses deux filles tous les jours. « Mon fils est resté au pays car avec 900 € net par mois malgré cinq ans d'ancienneté, je n'ai pas assez pour l'élever ici », soupire ce papa. « C'est la misère », résume-t-il. Il y a encore Ma-

thieu, Mohand et les autres, tous confrontés à ces mêmes difficultés financières. « Ici, certains n'ont même pas assez d'argent pour se payer un kebab à 4 € le midi », assure un salarié. « A la maison, le régime pâtes, ça devient lassant », poursuit un autre. « Certains salariés, même s'ils ne le disent pas, vont taper à la porte d'associations caritatives pour s'en sortir », observe Souraya Chelbi. Les récentes propositions de Nico-

las Sarkozy sur le pouvoir d'achat ne produisent guère d'écho. « De toute façon, nous n'avons pas de RTT », tranche un syndicaliste. « Nous sommes prêts à faire des heures sup, mais la direction ne veut pas ! A une époque, on travaillait certains samedis, c'était payé 138 € brut la journée, cela complétait bien nos salaires. Là, il n'y a plus rien », déplore un jeune employé.

MARJORIE CORCIER

« Il est normal de redistribuer quand on fait des bénéfices »

PIERRE-YVES TILLY, directeur des ressources humaines de HP France

Vous avez décidé forfaitairement de 480 € par an les bas salaires de votre entreprise. Pourquoi ?

■ **Pierre-Yves Tilly.** On ne peut pas faire abstraction de l'évolution du coût de la vie. C'est la première fois depuis 2002 qu'on prend une telle mesure unilatérale, d'habitude, on est sur une logique d'augmentation individualisée. Cette augmentation concernera à partir du mois de février environ 300 salariés, indépendamment du niveau de performance. Il s'agit essentiellement d'assistantes, de gestionnaires, de comptables, d'administratifs. C'est une façon de rendre à ces salariés la partie qui leur revient dans la réussite de l'entreprise.

Qu'entendez-vous par là ?

HP a connu une année exceptionnelle : nous sommes le numéro un mondial dans le domaine des technologies de l'information, nous devançons IBM. Nous venons de réaliser un chiffre d'affaires record de 104,3 milliards de dollars cette année. Il est normal de redistribuer quand les affaires marchent bien. **Sur la fiche de paie, 40 € par mois de plus. Est-ce vraiment une aide au pouvoir d'achat ?**

C'est toujours cela de pris pour les



(D.R.)

personnes qui en profitent sans que cela représente pour nous un budget énorme. Si cela peut permettre d'éviter de faire certains arbitrages dans son train de vie, tant mieux. Je distingue train de vie et pouvoir d'achat : chez HP France, le salaire moyen brut annuel est de 61 500 €. Chez nous, les bas salaires gagnent moins de 30 000 € brut par an. Ils bénéficient en outre d'un plan d'épargne entreprise qui prend en compte l'échelle des revenus : moins ils gagnent, plus le coefficient d'abondement à ce plan par l'employeur est important. Or 85 % des employés y participent, donc ils ont une capacité d'épargne. On n'est pas dans le cas de celui ou celle qui ne peut plus acheter sa bague.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE GÉRARD

HP France
4 500 salariés, dont 90 % de cadres.
Salaire moyen dans l'entreprise : 61 500 € brut par an en 2007.
55 % des salariés gagnent plus de 55 000 €, 70 % plus de 45 000 €.
Cinq principaux sites : Grenoble (dont 1 500 ingénieurs), Les Ulis, Issy-les-Moulineaux, L'Isle-d'Abeau, Sophia-Antipolis.

Des conflits en cascade

Ikea

■ **3 mars** : après un premier conflit en février, quatre magasins en Ile-de-France (Villiers-sur-Marne, Paris-Nord, Evry et Franconville) débrayent. Les syndicats exigent une augmentation collective de 3,5 %. La direction propose de 2 % à 2,5 %. Selon les syndicats, le salaire moyen d'un employé ayant sept ans d'ancienneté et qui travaille un week-end sur deux est de 1 250 € par mois.

Monoprix

(groupe Galeries Lafayette et Casino)

■ **4 mai** : 22 magasins, dont une dizaine à Paris, sont perturbés par un mouvement de grève. Les salariés protestent contre la hausse de 2,5 % proposée par la direction. Celle-ci rétorque que la masse des primes variables a augmenté de 48 % l'année précédente. Les syndicats réclament une hausse de 7 %. Selon eux, un vendeur touche 1 100 € brut avec plus de vingt ans d'ancienneté.

Géant Casino

(groupe Casino)

■ **19 octobre** : 95 % des 110 salariés du Géant Casino de Decazeville (Aveyron) font grève. Ils protestent contre des conditions de travail « indignes » et « des salaires de misère », soit 1 051 € pour un temps complet après trente-cinq ans d'ancienneté. En cause aussi, les temps partiels imposés et la multiplication des dimanches et des jours fériés travaillés. Début décembre, à Marseille, deux autres magasins se mettent en grève.

Air France

■ **25 octobre** : après l'échec de négociations salariales, 80 % des hô-



VILLIERS-SUR-MARNE, FEVRIER. Grève à Ikea. (LP/L.V.)

tes et des stewards de la compagnie se mettent en grève à l'appel de sept organisations syndicales sur huit. La direction est prise de court, le trafic fortement perturbé. Au bout de cinq jours, la grève est suspendue et des négociations s'ouvrent.

Yoplait

(Sodiaal/PAI Partners)

■ **20 novembre** : les salariés de trois sites de production du Mans (Sarthe), de Monéteau (Yonne) et de Vienne (Isère) débrayent massivement. Ils protestent contre la dégradation de leur pouvoir d'achat et réclament un rattrapage salarial pour 2007, avant de nouvelles négociations pour 2008.

Conforama

(groupe PPR)

■ **1^{er} décembre** : une intersyndicale réunissant la CGT, la CFDT, la CGC et FO appelle à la grève pour « une augmentation immédiate » de 120 € net par mois. Une centaine de magasins sont bloqués. La question

des salaires avait déjà provoqué en novembre la paralysie de deux plates-formes logistiques près de Lyon ainsi que des débrayages dans plusieurs magasins d'Ile-de-France. Le 22 novembre, 200 salariés en colère avaient fait irruption au siège de Lognes (Seine-et-Marne) réclamant l'ouverture de négociations sur les salaires.

Darty

■ **3 décembre** : 200 salariés de son principal entrepôt à Mity-Compans (Seine-et-Marne) cessent le travail. Les camions ne peuvent plus approvisionner les 22 plates-formes qui fournissent tous les magasins Darty de l'Ile-de-France mais aussi du nord et de l'ouest de la France. Les grévistes veulent une augmentation du salaire de base de 100 € net.

Fabio Lucci

(groupe Vetura, détenu à 50 % par Eram)

■ **11 décembre** : plus de la moitié des salariés de l'entrepôt d'Argenteuil débrayent. Samedi, les entrepôts (et magasins) de Bobigny, Pantin, Belleville sont à leur tour en grève, paralysant l'approvisionnement des magasins Tati. Les salariés réclament un treizième mois, une vraie augmentation des rémunérations et la distribution de tickets restaurant.

Marionnaud

(AS Watson détenu par le milliardaire de Hongkong, Li-Ka-Shing)

■ **18 décembre** : la CGT, CFDT, FO appellent les salariés de la chaîne de parfums à la grève. Le mouvement pourrait durer jusqu'à samedi 22 décembre. Ils demandent des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail.